

Compte-rendu du groupe de travail portant sur la mise en œuvre de la réforme des lycées professionnels

> Toulon, le 4 décembre 2023

Étaient présent·es : M.Noé (secrétaire général région académique) , M.Lucchini (DRAFPIC), M.Pariaud (doyen des inspecteurs) , Me Ferriaud (cheffe de bureau du secrétariat général de la région académique), Me Follot (secrétaire générale adjointe de la région académique), M.Didier (DAFPIC académie de Nice) et les organisations syndicales : CGT Educ'Action, FSU, SNETAA-FO, UNSA.

Face aux inquiétudes sur les fermetures de formations, il est précisé qu'un nouveau GT région académique aura lieu le 21 décembre prochain. Ce GT permettra de définir les moyens afin de prendre les décisions définitives lors du CSA qui aura lieu le 8 janvier pour préparer la rentrée 2024. À ce titre, les organisations syndicales ont demandé de clarifier le rôle du conseil d'administration des établissements dans ces prises de décision.

Des modifications ont déjà été apportées en séance , d'autres devraient être présentées à l'issue du GT du 21 décembre suite aux demandes d'audience des établissements qui auront lieu entre temps .

Les fermetures et les réductions sont des priorités ministérielles. Il est admis que le plus difficile à mettre en place sont ces fermetures de sections. Et d'un point de vue Ressources Humaines, et d'un point de vue de l'offre qui est faite aux élèves avec, sous-jacentes, les problématiques de besoins d'orientation et de démographie.

Les fermetures en région PACA sont réparties comme suit : 20% dans l'industrie, l'électricité et l'énergie, 18% dans le sanitaire et social, 5% dans la cuisine et l'hôtellerie- restauration. Même si une formation fait l'objet d'un fort taux de remplissage avec des élèves motivé·es, si l'insertion est limitée, elle fermera.

La réforme structurelle s'imagine sur une durée de quatre ans. Ils font le pari que les élèves seront mieux insérer·es si les formations sont colorées en fonction des demandes des bassins d'emploi, en comparaison aux diplômes actuels jugés poussiéreux...

Pour rappel, 65 lycées ont été visités. Il s'agit de ceux dont les taux d'insertion sont les moins bons selon les critères de la plateforme Orion. Les décisions ont été apparemment prises en concertation avec les équipes de direction, en supposant qu'elles aient elles-mêmes consulté leurs équipes.

Il est nécessaire que les établissements soient informés de la trajectoire, puisque les formations sont réfléchies sur les quatre prochaines années. Il y aura des ajustements, mais dans les réunions à venir, il n'y aura normalement pas de nouvelles fermetures envisagées, avec, peut-être, de nouvelles ouvertures.

Les instances de l'Éducation Nationale et les autres services de l'État pensent à "fluidifier" le cadre des freins aux stages et à l'embauche des élèves mineur·es, sans parler spécifiquement d'apprentissage. C'est annoncé sans tabou, ce qui est plus que problématique. En d'autres termes, il est donc imaginé d'envoyer de plus en plus tôt des enfants au travail.

S'en est suivi des discussions, établissements par établissements, concernant les fermetures et les transferts envisagés des formations. Poursuivant leur logique de pôles , de nombreux transferts sont prévus qui paraissent incompréhensibles voire inapplicables dans certains cas, vu les distances entre les établissements. Nous avons combattu certaines fermetures et certains transferts, nous verrons au prochain GT si nous avons été entendu ainsi que les équipes d'établissement reçues en audience d'ici là.

Concernant les FCIL, nous en avons peu parlé même s'il est prévu de nombreux changements , car le DRAFPIC n'a pas fini d'étudier toutes ces formations complémentaires .

Françoise Julia, Olivier Salerno et Alia Marconi pour la CGT Educ'Action